



FRANCE REPORTAGE

À Callac, comment la solidarité a perdu contre l'extrême droite

L'abandon d'un projet d'installation de réfugiés dans la petite ville des Côtes-d'Armor est vue comme une victoire pour l'extrême droite. Sur place, les partisans de l'accueil tentent de comprendre pourquoi ils ont perdu. Ailleurs en France, les campagnes de haine se multiplient.

Christophe Gueugneau

22 janvier 2023 à 10h22

Callac (Côtes-d'Armor), Saint-Brévin-les-Pins (Loire-Atlantique). – « Du Béarn, je veux dire bravo à mes militants Reconquête! qui ont bataillé depuis le premier jour aux côtés de tous les patriotes, pour empêcher ce funeste projet de répartition des migrants à Callac. Vive la France ! » [Sur Twitter](#), le 11 janvier dernier, le président du parti d'extrême droite Reconquête, Éric Zemmour, laisse éclater sa joie. Le projet d'accueil de quelques familles de réfugié-es dans le petit village costarmoricain de Callac est officiellement abandonné, après plusieurs mois de pressions, manifestations et menaces plus ou moins voilées, de la part de l'extrême droite, locale et nationale.

Callac et ses 2 200 habitant-es sont devenus malgré eux le théâtre d'un affrontement politique qui a largement dépassé les frontières de cette commune située à une vingtaine de kilomètres de Guingamp. Le projet, baptisé Horizon, n'était pourtant pas aberrant : il s'agissait d'accueillir une poignée de familles de réfugié-es dans cette commune qui perd depuis plusieurs années des habitant-es. Le projet était porté par le fonds de dotation Merci (fonds privé à but non lucratif qui finance aussi, grâce à des dons, des projets d'accès à l'éducation ou d'inclusion sociale), géré par la famille Cohen, propriétaire des magasins Bonpoint et Merci.

La « mère des batailles contre le grand remplacement »

Mais dès la première réunion publique présentant le projet, en avril, et dans les semaines qui ont suivi, une poignée d'opposants, d'abord locaux, puis venus de plus loin, a fait monter la tension. Le maire divers gauche, Jean-Yves Rolland, a fini par se murer dans le silence face aux menaces. Sa ville a été le théâtre de deux manifestations et contre-manifestations. Sur les réseaux sociaux, la « bataille » de Callac est devenu la « *mère des batailles contre le grand remplacement* » pour l'extrême droite et en particulier Reconquête.

Au cœur de ce « *tsunami de violences* », selon ses propres termes, Laure-Line Inderbitzin, maire adjointe PCF de la ville, par ailleurs professeure de breton au collège municipal, et qui a porté le projet de bout en bout. Dès le 16 avril, une première plainte est déposée, suivie par d'autres, pour « diffamation », « menaces de mort », de « viol », « menaces » sur sa famille.

Quand nous la retrouvons ce lundi de janvier dans un restaurant près de la gare, Laure-Line Inderbitzin est certes déçue de l'abandon du projet mais pas découragée. Elle dédouane le maire, « *acculé* », et le répete : « *C'était une obligation morale de ne pas lâcher, de tenir face aux fachos.* »

Elle continue de penser que le projet était bon pour la ville. « *Dans le centre-ville, il y a 38 % de vacance de logements, beaucoup de logements insalubres... Ce que proposait Horizon, c'était justement de loger des familles de réfugiés dans de l'habitat diffus, pour ne pas créer un ghetto* », expose-t-elle. La jeune femme rappelle également que Callac accueille d'ores et déjà une petite quarantaine de réfugié-es, « *sans que la gendarmerie ne constate aucun problème* ».



Le dernier tract contre le projet Horizon, distribué à Callac fin novembre. © Nejma Brahim / Mediapart

Ancienne maire de Callac, aujourd'hui élue dans le groupe « *minoritaire* » – elle préfère ce terme à celui d'« *opposition* » –, Lise Bouillot nous reçoit dans sa vaste cuisine-salle à manger. Autour d'elle, Martine Tison et Jean-Pierre Tremel, également élus de la « *minorité* ».

« *Nous étions pour le projet Horizon* », expose en préambule Lise Bouillot, qui insiste sur le fait que Callac est une « *terre d'accueil* », que des réfugiés républicains espagnols avaient déjà été accueillis par la ville à la fin des années 1930, que lors de son mandat, avant 2020, la ville avait hébergé des réfugié-es avec « *beaucoup d'enthousiasme et de générosité* ».

Mais pour l'élue, le projet a péché dès le départ par un « *problème de communication* ». « *La première réunion publique a été une catastrophe, les gens sont sortis de là sans rien savoir du projet*, dit-elle. *Le maire a été extrêmement maladroit : c'est lui, devant témoins, qui a parlé de 60 familles et de l'avenir démographique de Callac.* »

Cette question des 60 familles est loin d'être anodine. Le projet Horizon a toujours consisté à accueillir quelques familles. Mais dès le mois d'avril, c'est le chiffre de 70 familles ou bien celui de 500 personnes, qui circule parmi les opposants, à commencer par le collectif Pour la défense de l'identité de Callac, créé par Danielle Le Men, Michel Riou et Moulay Drissi. Tous trois habitent Callac. Michel Riou est un ancien élu de gauche de la ville.

Moulay Drissi, quant à lui, s'est présenté hors parti aux dernières élections législatives et n'a recueilli que 0,85 % des votes (327 voix).

Une demande de référendum

Dès juin, dans une lettre ouverte au maire de Callac, les trois membres de ce collectif demandent l'organisation d'un référendum. « *L'arrivée de 70 familles extra-européennes bouleverserait totalement la vie de la commune et du canton* », écrivent-ils notamment. « *Les gens sont partis sur cette idée de référendum, alors que la majorité n'a pas été capable d'expliquer son projet* », relève Lise Bouillot.

« *Nous-mêmes nous n'avons été associés au projet Horizon qu'en septembre, et c'est à ce moment-là que nous avons vraiment adhéré*, explique l'ancienne maire. *On ne peut pas être contre l'accueil de personnes fracassées par la vie. Horizon, c'était un projet global : humanitaire, social, culturel, original. Qui, de plus, se proposait d'accompagner les réfugiés pendant 10 ans !* »

Nous rencontrons chez eux Denis et Sylvie Lagrue. Lui, membre d'un collectif qui propose aux familles réfugiées, depuis les premières arrivées, des cours de français ou un accompagnement aux rendez-vous médicaux, est par ailleurs responsable d'une association d'aide aux familles en difficulté. Elle gère depuis 30 ans le cinéma local. Se trouve également présent Erwan Floch'lay, qui a rejoint voici quelque temps l'équipe du cinéma.

Tous trois étaient présents lors de la première réunion publique de présentation du projet. Pour eux, cette réunion ne s'est pas trop mal passée. Même si, selon Erwan Floch'lay, « *trois membres de l'extrême droite locale se trouvaient dans le fond de la salle, mais dans l'ensemble, les gens ont semblé impressionnés* ».

Quand la bascule a-t-elle eu lieu ? Dans le courant de l'été, et surtout à la rentrée de septembre. Une seconde réunion publique était prévue le 23 septembre. Elle n'aura jamais lieu car entre-temps, l'extrême droite a débarqué dans la ville.

Alliance de circonstance

Catherine Blein, ancienne figure bretonne du Rassemblement national (RN), exclue du parti lepéniste après avoir tweeté « *œil pour œil* » à propos de l'attentat islamophobe de Christchurch, a rejoint l'association des opposants. Edwige Vinceleux, ancienne « gilet jaune » passée candidate Reconquête aux législatives de juin, fait publiquement de Callac un combat personnel. Bernard Germain, enfin, candidat Reconquête lui aussi dans la circonscription voisine, est de la partie.

« *Ces gens-là avaient les réseaux sociaux, des médias comme le site d'information locale d'extrême droite Breizh Info, et ils sont implantés en Bretagne* », analysent deux militants syndicaux de gauche, mandatés par leur fédération pour observer l'évolution de l'extrême droite en Bretagne. À quoi ils ajoutent l'alliance de circonstance entre les « *nationalistes bretons du PNB et Reconquête et Action française* ».

Une première manifestation est organisée le 17 septembre. Quelques centaines de personnes opposées au projet – dont seulement une vingtaine de personnes de Callac, selon plusieurs sources – se retrouvent face à un nombre légèrement supérieur de personnes favorables – elles aussi en grande partie extérieures à la ville – ou du moins opposées à l'extrême droite. « *Cette première manifestation fait peur aux gens* », estime Denis Lagrue.

Suffisamment en tout cas pour que la seconde réunion publique, prévue la semaine d'après, n'ait pas lieu. Dans les semaines qui suivent, la situation se tend encore. Il y a d'abord ce dîner-débat organisé par Reconquête dans la ville voisine de Chapelle-Neuve, le 19 octobre. Le maire Les Républicains (LR) de la ville, Jean-Paul Prigent,

explique benoîtement avoir accepté de prêter une salle sans avoir bien conscience d'accueillir une opération de Reconquête.

« On a même vu un drapeau suprémaciste flotter sur Callac ! »

Gaël Roblin, conseiller municipal de Guingamp

Des manifestant·es tentent d'empêcher l'événement, se retrouvent gazé·es, voire matraqué·es. La réunion a tout de même lieu. Et une nouvelle manifestation contre le projet est organisée le 5 novembre. Cette seconde manifestation réunit un peu plus d'opposant·es au projet, et plus aussi d'opposant·es aux opposant·es. Aujourd'hui encore, les pro-Horizon s'étonnent que cette seconde manifestation ait été autorisée.

« *Sur cette deuxième manifestation, il y avait tout ce que l'extrême droite compte d'infréquentables ! On a même vu un drapeau suprémaciste flotter sur Callac !* », dénonce Gaël Roblin, conseiller municipal de la gauche extra-parlementaire à Guingamp. Une contre-manifestation est organisée, générant quelques affrontements sporadiques avec les forces de l'ordre.

C'est suffisant pour alerter un peu plus les Callacois et Callacoises, si l'on en croit Lise Bouillot. « *On pense aussi que la population a basculé après les manifestations, surtout la deuxième avec des bombes lacrymogènes partout. Le marais a basculé sur le thème "il est temps que ça cesse" »*, estime l'élue.

« *Depuis septembre et jusqu'à aujourd'hui, l'extrême droite tient le narratif* », enrage Erwan Floch'lay. « *Il y a une inversion totale où eux sont les résistants et nous les collabos* », abonde Sylvie Lagrue, qui poursuit : « *Certains disent que si on n'avait rien fait, rien dit, l'extrême droite se serait calmée.* » « *Mais ça veut dire quoi, "calmée" ?* », s'interroge Denis Lagrue.

« *On aurait difficilement pu faire plus ou différemment* », estime de son côté Gaël Roblin, qui insiste sur l'organisation « *dans l'urgence* » de ces deux contre-manifestations. Celui-ci pose tout de même la question du rôle du préfet. Mis au courant des menaces lourdes et répétées qui ont pesé sur les élu·es de Callac, sa réponse est jugée plutôt timide, voire absente. Pour les deux militants syndicaux, la « *victoire de l'extrême droite à Callac, c'est avant tout la victoire de l'impunité* ».

« Le pire du pire de la mentalité humaine »

Lise Bouillot, qui a vu les messages de menace adressés à la majorité (« *une horreur, le pire du pire de la mentalité humaine* ») « *enrage de voir Reconquête crier victoire* ».

Le déroulé de toute cette séquence est en tout cas regardé de près, et avec inquiétude, à quelque 150 kilomètres au sud de Callac. À Saint-Brévin-les-Pins (Loire-Atlantique), un bâtiment situé à côté d'une école subit actuellement des travaux en vue de sa transformation en centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada).

Michel Sourget et Yannick Josselin, tous deux militants pour un accueil solidaire des migrantes et migrants, nous reçoivent dans la maison du premier, à quelques mètres de la plage. Ici aussi, les opposants locaux ont été rejoints par l'extrême droite nationale. « *On a vu Pierre Cassen, fondateur du site d'extrême droite Riposte laïque, venir défiler le 11 décembre. Il y a très peu de parents d'élèves dans le collectif d'opposants, justement à cause de la présence de l'extrême droite* », expose Michel Sourget.

Comme à Callac, la ville reçoit déjà des réfugié·es « *et les gens constatent que ça se passe bien* », note Yannick Josselin, ancien éducateur spécialisé. L'association qui va gérer le Cada, Aurore, a reçu deux personnes du

collectif d'opposants, « *alors ils ne peuvent pas dire qu'ils ne sont pas informés* ».

Pour ces deux habitants de Saint-Brévin, le plus dur est de ne pas savoir « *comment les choses vont tourner* ». Ils notent que le maire semble tenir bon face à l'extrême droite, ce qui s'explique peut-être aussi par le fait que Saint-Brévin est une ville plus grande, avec plus de 13 000 habitant·es. Par ailleurs, les travaux ont déjà démarré et une tentative d'occupation des locaux par l'extrême droite a tourné au fiasco, car les occupants n'étaient pas assez nombreux.

Qu'importe pour Reconquête. Si Saint-Brévin est l'une des cibles du moment, le mouvement d'Éric Zemmour n'en manque pas. Dans les Côtes-d'Armor, ses militants et militantes ont tenté, sans succès, de faire annuler une animation intitulée « *Uniques en son genre* » impliquant la venue de drag-queens de la compagnie rennaise Broadway French, à la bibliothèque de Lamballe.

Dans ce même département, Reconquête dénonce le fait que des élèves soient invités à échanger avec des migrants pour un concours régional sur « *l'immigration à l'échelle locale* ». Le parti d'extrême droite tente également d'empêcher le démontage d'une statue de la Vierge sur l'île de Ré. Tout comme il est parvenu, il y a quelques semaines, à clouer au pilori, *via* une campagne de harcèlement, une enseignante qui voulait emmener des élèves de prépa voir des migrants à Calais.

Autant de campagnes à l'échelle microlocale pour un parti qui n'a obtenu aucun·e député·e lors des dernières élections législatives, et qui ne peut rester dans les radars que par des coups d'éclat permanents. Au risque, bien réel, d'inscrire la théorie complotiste du « *grand remplacement* » dans le débat public. *A fortiori* si la gauche peine à trouver la parade.

Christophe Gueugneau

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Stéphane Allières et Carine Fouteau

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdrion, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Propriétaire, éditeur, imprimeur : Société Editrice de Mediapart

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.